



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Corse**

Arrêté n°F09423P015 du 16 MARS 2023

Portant décision d'examen au « cas par cas » relatif au projet de défrichement de 12,5 ha en vue d'une mise en valeur agricole, sur le territoire de la commune de FURIANI, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (hors classe) - M. Amaury de SAINT-QUENTIN ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 17 octobre 2022 portant attribution de fonctions par intérim, de directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2022-12-05-00002 du 05 décembre 2022 portant délégation de signature à Madame Patricia BRUCHET, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse par intérim ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2022-12-23-0000 du 23 décembre 2022 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, préalable au projet de défrichement de 12,5 ha en vue d'une mise en valeur agricole, sur le territoire de la commune de FURIANI, présentée le 23 janvier 2023 par M. Romain PROVENT et considérée complète le 17 février 2023 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la réalisation d'un défrichement en vue d'une mise en valeur agricole ;

Considérant que le projet implique la réalisation d'un défrichement portant sur une superficie de 12,5 ha sur les parcelles cadastrées A 12 - 46 - 56 et 57 ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 47°a « Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare », du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein d'une zone sensible au chiroptère ;
- au sein d'une zone sensible du site archéologique de San Giovanni ;
- limitrophe au ruisseau de San Pancrazio ;

Considérant les éléments apportés par la Direction Départementale des Territoires de Bastia (DDT 2B) ;

Considérant que les travaux de défrichement sont prévus sur une période de 2 mois en évitant la période de nidification de l'avifaune ;

Considérant l'entretien d'une châtaigneraie existante ;

Considérant qu'une sélection sera faite concernant les arbres à conserver ; que des bosquets d'arbouses seront préservés sur toute la zone afin de créer des îlots de biodiversité ;

Considérant la plantation de nouveaux plants de châtaigniers afin de remplacer les arbres qui ne peuvent être conservés ;

Considérant l'absence de terrassement ;

Considérant que les déchets verts seront broyés et laissés sur place ;

Considérant que la périphérie du projet sera clôturée sur tout le pourtour des parcelles concernées par le projet ;

Considérant que le pétitionnaire devra malgré tout s'assurer de l'absence d'espèces protégées sur le site, qu'en cas d'impacts résiduels du projet sur des espèces protégées ou de leurs habitats, il devra, avant d'entreprendre tous travaux, procéder à une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ;

Considérant que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé humaine.

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

Article 1^{er} - Le projet de défrichement de 12,5 ha en vue d'une mise en valeur agricole, sur le territoire de la commune de FURIANI, faisant l'objet du présent arrêté **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 - La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 - Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

Article 4 - Le secrétaire général pour les affaires de Corse et la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le chef de la Division
Sites, Paysages et Evaluations des Impacts,

S. BERGES



Voies et délais de recours (2 mois à compter de la notification / publication)

- Recours gracieux : à adresser à Monsieur le Préfet de Corse - BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1
- Recours hiérarchique : à adresser à Madame la Ministre de la Transition écologique

